Burundi : Que faut-il faire pour éviter un scénario catastrophe

Libre Afrique, 10 septembre 2015 Burundi : Une nouvelle guerre civile est-elle Ã©vitable ? Depuis le dÃ©but de la crise politique au Burundi, le spectre du retour Ã une situation de guerre civile ne cesse de hanter les esprits. Il est soutenu que les diverses escalades de violence observÃ©es ces derniers temps mettent de facto le pays dans une situation de Â« prÃ© guerre civile Â». LaÂ perspective dâ€™un retour Ã une situation de violence armÃ©e nâ€™est guÃ¨re souhaitable pour nâ€™a connu jusquâ€™ici que ce mode dâ€™expression politique. Que faut-il faire pour Ã©viter un tel scÃ©nario catastrophe consolider lâ€™Ã‰tat burundais ?

Les diffÃ©rentes analyses et opinions qui tendent Ã montrer que le Burundi se dirige inÃ©luctablement vers une guerre civile ne sont pas dÃ©nuÃ©es de sens. Les agissements des diffÃ©rents acteurs de cette crise politique expliquent amplement cette Ã©ventualitÃ©. En effet, depuis lâ€™annonce de sa candidature pour un troisiÃ¨me mandat, le rÃ©gime de Nkurunziza sâ€™est polarisÃ©, voire radicalisÃ©, afin de rÃ©aliser un passage en force. Il a fait fi du mÃ©contentement dâ€™ frange des citoyens burundais sâ€™opposant Ã cette candidature, considÃ©rÃ©e du reste comme anticonstitutionnelle et viol les dispositions de lâ€™accord dâ€™Arusha ayant permis au Burundi de sortir de prÃ¨s de vingt ans de guerre civile. Si le poin de dÃ©saccord, qui fut lâ€™interprÃ©tation des dispositions de la constitution sur la possibilitÃ© dâ€™une Ã©niÃ¨me candida Nkurunziza,Â a Ã©tÃ© peu ou prou rÃ©glÃ© par une cour constitutionnelle sous pression, in tempore suspecto[1], cela nâ€™a refroidi la volontÃ© affirmÃ©e de la sociÃ©tÃ© civile et dâ€™une partie de lâ€™armÃ©e de mettre un terme au rÃ©gime de Nk suite, on la connaÃ®t: une montÃ©e en puissance des manifestations de la sociÃ©tÃ© civile, une tentative de coup dâ€™Ã‰t rÃ©pressions brutales Ã la suite du coup dâ€™Ã‰tat manquÃ©, lâ€™exode de milliers de Burundais vers les Ã‰tats voisins. climat de fragilitÃ© et dâ€™insÃ©curitÃ© dans lequel aucune Ã©lection crÃ©dible ne pouvait se tenir, le jusquâ€™au-boutisme de Nkurunziza, excluant tout dialogue, rÃ©primant les libertÃ©s fondamentales, et cherchant une sorte de sÃ©curitÃ© par le processus Ã©lectoral, a abouti Ã lâ€™organisation de lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle qui a consacrÃ© la victoire du prÃ©sider Seulement, ce passage en force nâ€™a rien rÃ©glÃ©. Tout au contraire, la situation sÃ©curitaire se dÃ©grade davantage. Le connait dÃ©sormais des assassinats ciblÃ©s Ã lâ€™arme lourde, des affrontements sporadiques dans les rues de Bujumbura dans les zones frontaliÃ¨res. Toute chose qui laisse prÃ©sager une montÃ©e continuelle de la violence armÃ©e dirigÃ©e contre la puissance publique. Pour Ã©viter que la situation ne devienne totalement incontrÃ´lable ou ne sâ€™Ã©rige en problÃ¨me rÃ©gional du fait des diverses connexions culturelles, politiques entre les peuples de la sous-rÃ©gion et de la porositÃ© des frontiÃ¨res ; il y a lieu dâ€™activer au moins trois leviers. Dans lâ€™immÃ©diat, il est nÃ©cessaire que les diffÃ acteurs de cette crise reconsidÃ¨rent celle-ci comme une opportunitÃ© de mettre en Å“uvre leur capacitÃ© Ã apporter des solutions politiques aux problÃ¨mes politiques. Ã€ ce titre, il faudrait quâ€™ils acceptent le rÃ©tablissement dâ€™un dialogue constructif dont lâ€™aboutissement pourrait Ãªtre une troisiÃ¨me voie ; celle dâ€™un gouvernement consensuel et de la relanc effective de la commission de rÃ©conciliation et vÃ©ritÃ©. Certes, le rÃ©gime en place sâ€™est dÃ©jÃ imposÃ© de force Ã Ã©lection caractÃ©risÃ©e par un langage diplomatique peu crÃ©dible, mais cela ne doit pas Ãªtre un motif pour rester sourd aux possibles solutions Ã la crise et au rÃ©tablissement du dialogue constructif qui pourraient se rÃ©aliser Ã travers un mÃ©diateur crÃ©dible et acceptÃ© par tous les acteurs de la crise. Cela doit se superposer au retour sans conditions au respect et Ã la protection des libertÃ©s fondamentales de tous les citoyens burundais et particuliÃ¨rement des citoyens ordinaires qui ne bÃ©nÃ©ficient pas toujours de lâ€™attention mÃ©diatique, et donc, dâ€™assez de protection au mÃªme titre Ã©lites de tous bords. Dans le prolongement de cette idÃ©e, il faut que le rÃ©gime de Nkurunziza reconsidÃ¨re certaines mesuresÂ judiciaires et administratives prises soit pour affaiblir les leaders de la sociÃ©tÃ© civile dans le processus de contestation, soit pour remettre en cause les acquis des accords dâ€™Arusha. Car, il est dâ€™une Ã©vidence que les apparei administratif, judiciaire etÂ parlementaire ont Ã©tÃ© dÃ©voyÃ©s de leurs vÃ©ritables rÃ´les. Ils ont Ã©tÃ© mis au service des ambitions du rÃ©gime de Nkrunziza, par le moyen dâ€™arrestations arbitraires, du profilage, des jugements iniques, et la suppression des rÃ¨gles de reprÃ©sentativitÃ© ethnique au sein du bureau de lâ€™AssemblÃ©e nationale. Le deuxiÃ¨me poi sur lequel il faudrait agir dans le moyen terme serait celui du respect effectif des rÃ¨gles dâ€™organisation et du fonctionnement de lâ€™Ã‰tat. Lâ€™indÃ©pendance des institutions, telle lâ€™instance Ã©lectorale, la CENI, la justice, doit rÃ©ellement garantie. Ces institutions ne doivent pas rester infÃ©odÃ©es comme câ€™est le cas actuellement Ã la branche exÃ©cutive de lâ€™Ã‰tat. Ã€ ce niveau, une garantie supplÃ©mentaire serait dâ€™insister, lors de la formation des forces de les valeurs qui fondent lâ€™Ã‰tat de droit, la dÃ©limitation des diffÃ©rents pouvoirs et lâ€™attitude Ã observer en pÃ©riode d politique. Le troisiÃ¨me point, Ã explorer graduellement, serait celui consistant Ã limiter les pouvoirs et privilÃ¨ges de la fonction prÃ©sidentielle. Les larges pouvoirs et avantages associÃ©s Ã la fonction de prÃ©sident en Afrique conduisent, comme Ã Westeros de la fiction Game of Thrones, Ã une interminable course au pouvoir. Et on le sait Â« Quand tu joues au jeu du pouvoir, tu gagnes ou tu meurs. Il nâ€™existe pas dâ€™autre voie Â». Lâ€™idÃ©e serait ici dâ€™explorer les avanta rÃ©gime parlementaire[2] susceptible dâ€™adoucir les pouvoirs du prÃ©sident. Bien Ã©videmment, Ã ces mesures pourront Ãªtre ajoutÃ©es dâ€™autres, jugÃ©es opportunes par le peuple burundais via une mÃ©diation intÃ©grative prenant en compte aspirations des diffÃ©rentes strates sociales de lâ€™ordre politique burundais. Sali Oumarou Bouba, analyste pour Libre Afrique [1] En temps suspect.Â [2] CfÂ Ã Â ceÂ niveauÂ lesÂ analysesÂ duÂ ProfesseurÂ MamadouÂ KoulibalyÂ disponibleÂ site www.libreafrique.org